

Gorz contre lui-même ?

Jean-Marie Harribey

Blog Alternatives économiques

3 juillet 2026

Les Éditions Gallimard ont eu la bonne idée de publier une deuxième édition du livre d'André Gorz *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, paru en 2003 chez Galilée. La présente paraît en 2026 dans la collection Folio-Essais. Elle est préfacée par Christophe Fourel et Cédric Vilani et préparée à partir des archives de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine¹.

Quand on a lu il y a plus de vingt ans la première édition, on relit avec plaisir celle-ci et on constate la continuité d'une réflexion avant-gardiste de l'auteur jusqu'à sa disparition, mais qui intègre nombre d'éléments caractérisant l'évolution du capitalisme, notamment celle entraînée par la révolution numérique dont Gorz n'avait vu que les premiers indices mais dont il avait compris les principales conséquences à venir sur le travail et l'appropriation des rentes par une oligarchie financière. Les deux appendices annexés à cette édition donnent à voir comment Gorz intégrait ces transformations : l'un est la reprise d'un entretien « Économie de la connaissance, exploitation des savoirs », accordé à *Multitudes* (n° 15, hiver 2004, p. 205-216) et mené par Carlo Vercellone et Yann Moulier-Boutang ; l'autre « Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise » est repris de *Multitudes* (vol. 2, n° 50, juin 2007, p. 95-106).

André Gorz a toujours inscrit ses réflexions dans la perspective de l'émancipation individuelle, en se plaçant sous une double inspiration : marxienne et sartrienne. Donc à la fois critique radicale du capitalisme et aspiration à la liberté et à l'autodétermination du sujet. Il est bien compréhensible que, le capitalisme ayant connu des bouleversements structurels profonds dans le dernier quart du XX^e siècle et le début du XXI^e, Gorz se soit penché sur les transformations subies par le travail. Sa thèse réactualise une intuition de Marx dans les *Manuscrits de 1857-1858* dits *Grundrisse*, selon laquelle la connaissance devient progressivement une force productive de plus en plus essentielle pour la production de richesse et/ou de valeur (j'y reviendrai). Gorz en voit une première conséquence dans l'avènement de ce qu'il appelle le « travail immatériel », dont la principale caractéristique est que le travailleur doit se produire lui-même pour répondre aux nouvelles exigences de la marchandisation capitaliste.

1. Quelle crise ?

Gorz soulève aussitôt une première contradiction de la valorisation capitaliste : les connaissances, les savoirs, la « production de soi » n'ont pas de valeur marchande *a priori* et leur diffusion peut se faire à coût quasiment nul, sauf si une appropriation vient en interdire l'usage libre pour permettre de capter des rentes. La création de valeur échapperait ainsi à la

¹ À ma connaissance, la meilleure biographie d'André Gorz a été réalisée par la philosophe et sociologue Françoise Gollain, *André Gorz, Une philosophie de l'émancipation* (Paris, L'Harmattan, 2018). J'en avais fait un compte rendu dans « Françoise Gollain nous faut découvrir André Gorz au fond et par le menu », *Journal du MAUSS*, 5 mai 2018, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/gollain-gorz.pdf>. Je renvoie à ce texte pour une analyse plus complète. Voir aussi la discussion sur André Gorz dans Alain Caillé et Christophe Fourel (dir.), *Sortir du capitalisme, Le scénario de Gorz*, Le Bord de l'eau, 2013 ; et dans Christophe Fourel et Alain Caillé (dir.), *Le moment Gorz, André Gorz en personne, Sortir du capitalisme : le scénario Gorz*, Le Bord de l'eau, 2017, deux livres dans lesquels je contribuais : « Faut-il faire disparaître la valeur pour sortir du capitalisme ? Discussion autour de Gorz », <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/de-gorz-a-marx.pdf>.

loi de la valeur recouvrant le travail socialement nécessaire à la production, puisque cette production s'est éloignée des ateliers pour se loger dans les externalités positives du *General intellect* de Marx. La deuxième édition de son livre s'ouvre ainsi : « En faisant des différentes formes de la connaissance la principale force productive, la révolution informationnelle a mis en branle des transformations qui mettent en crise les catégories fondamentales de l'économie politique » (p. 23). On reconnaît là une idée avancée par les théoriciens du capitalisme cognitif, que Gorz a contribué pour sa part à nourrir². Le premier problème soulevé par ce diagnostic est qu'il cible d'abord une crise des catégories de l'économie politique et non pas une (ou la) crise du capitalisme. Disons de suite qu'une analyse de celle-ci viendra, mais plus loin.

Quelles sont alors ces catégories de l'économie politique qui seraient en crise ? En premier lieu, et c'est par lui que débute l'ouvrage de Gorz, il y a le travail. Parce que « l'informatisation de l'industrie tend à transformer le travail en gestion d'un flux continu d'informations » et parce que « l'opérateur doit "se donner" ou "s'adonner" de manière continue à cette gestion des flux, il a à *se produire* comme sujet pour l'assumer » (p. 37), le travail est devenu, selon Gorz, immatériel. Ce travail immatériel a pris le relais du travail de production matériel « mesurable en unités de produit par unité de temps », mais auquel les étalons de mesure classiques ne sont plus applicables » (p. 33). Gorz voit certainement juste sur l'importance prise par la connaissance comme force productive, également sur l'obligation de « s'adonner » pour « se produire soi-même », c'est-à-dire devenir « entrepreneur de soi », tous points qu'avait bien anticipés Marx et qui caractérisent le capitalisme d'aujourd'hui. Mais un doute s'installe quand Gorz définit le travail immatériel par les services immatériels : « La fourniture de services, le travail immatériel, devient la forme hégémonique du travail » (p. 38). « Le retour du travail comme prestation de services » (p. 38) ne démontre pas que le travail soit immatériel. En effet, rien n'autorise à assimiler le résultat d'une activité à l'activité elle-même. Les services sont immatériels, mais le travail pour les produire est toujours une dépense matérielle d'énergie physique et mentale. Implicitement, d'ailleurs, Gorz n'en convient-il pas puisque « c'est le retour du travail comme prestations de services » (p. 38) ? Il ajoute plus loin : « Cette vision [néolibérale de l'avenir du travail] ignore la précarité, la discontinuité, les aléas qui pèsent désormais sur tout travail : sur le travail salarié aussi bien que le travail dit indépendant. » (50). En somme, la connaissance et sa « force productive » n'existent que parce que et tant qu'elle est portée par les travailleurs, ou, dit dans les termes de Marx au sein des *Grundrisse*, la connaissance est incarnée dans la force de travail.

Par conséquent, la recherche par Gorz d'une autre définition de l'exploitation de la force de travail doit être examinée. L'extorsion d'un surtravail « n'est plus pertinente, dit-il, quand le travail n'est plus mesurable en unités de temps » (Appendice 1, p. 183). Je soutiens l'idée que cette thèse fait partie des impasses de la théorie marxiste traditionnelle et que Gorz malgré ses dires n'a pas abandonnée. Jamais la plus-value sociale n'a été mesurée *a priori* en unités de temps car elle ne peut pas l'être immédiatement, mais simplement après coup. Et ceci parce que la « réalisation » de la plus-value est toujours monétaire. Autrement dit, elle est l'expression de l'équivalent monétaire de la fraction de la valeur ajoutée socialement validée

² Sur le capitalisme cognitif, voir notamment le livre collectif dirigé par Carlo Vercellone, *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, 2003 ; Yann Moulier-Boutang, « Richesse, propriété, liberté et revenu dans le "capitalisme cognitif" », *Multitudes*, n°5, mai 2001, <http://multitudes.samizdat.net/Richesse-proprieté-liberte-et>.

Deux critiques du capitalisme cognitif élaborées séparément mais qui concordent peuvent être consultées : Michel Husson, « Sommes-nous entrés dans le capitalisme cognitif ? », *Critique communiste*, n°169-170, été-automne 2003, <http://hussonet.free.fr/cogniti.pdf> ; Jean-Marie Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre 2004, p. 151-180, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf>.

qui échappe aux travailleurs³. Et cela est vrai quels que soient la nature du travail, ses modalités et ses supports matériels ou culturels. Le fait que les entreprises capitalistes s'approprient le travail pour en faire un « capital humain à valoriser » ne change pas la nature du rapport d'exploitation fait de subordination, de domination et d'aliénation de soi, sous couvert de « production de soi ».

Après le travail et la plus-value, la troisième catégorie de l'économie politique jugée obsolète par Gorz est la valeur, au sens de la valeur-travail. « Les produits de l'activité sociale ne sont plus, principalement, du travail cristallisé mais de la connaissance cristallisée. [...] La valeur d'échange des marchandises, matérielles ou non, n'est plus déterminée en dernière analyse par la quantité de travail social qu'elles contiennent mais, principalement, par leur contenu de connaissances, d'informations, d'intelligences générales. C'est cette dernière et non plus le travail social abstrait, mesurable selon un unique étalon, qui devient la principale substance sociale commune à toutes les marchandises. C'est elle qui devient la principale source de valeur et de profit, selon nombre d'auteurs, la principale forme du travail et du capital. » (p. 54). Cette thèse repose uniquement sur le postulat que la connaissance se dissocie de son porteur. Je considère ce postulat erroné.

Il s'ensuit, chez les théoriciens du capitalisme cognitif et chez Gorz lui-même, des hésitations pour caractériser soit une « crise de la mesure de la valeur » (p. 55), soit une crise de la valeur, soit une crise de la loi de la valeur. Bien que Gorz dise : « La crise de la mesure de la valeur met en crise la définition de l'essence de la valeur » (p. 56), ces trois items ne sont pas équivalents. En revanche, Gorz a raison de dire que « le capitalisme cognitif *est* la crise du capitalisme tout court » (p. 68). Ou que « l'effondrement de la Bourse des intangibles reflète la difficulté intrinsèque qu'il y a à assigner un équivalent monétaire – une valeur – à des actifs non échangeables sur le marché, non divisibles, non mesurables, donc sans valeur d'échange monnayable. Cette difficulté est tout simplement la difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital intangible comme un capital, à faire fonctionner le capitalisme cognitif comme un capitalisme » (p. 77). Ou encore que « le capitalisme cognitif n'est pas un capitalisme *en* crise, il est *la* crise du capitalisme » (p. 104). La financiarisation du capitalisme ne peut donc pas être « une réponse à la crise du capitalisme »⁴, tout au plus un palliatif temporaire.

Il me semble donc, contrairement aux affirmations les plus fréquentes, que la loi de la valeur n'est pas « caduque »⁵ dans le champ de l'économie ; elle n'a jamais été aussi valide, qu'on le regrette ou que l'on s'en réjouisse, là n'est pas la question. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle aussi Gorz⁶ n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels sa forme capitaliste ne gouvernerait pas, mais dire que « [l'évolution présente] exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail »⁷ nous paraît peu convaincant si tous les coûts sont pris en compte. D'autre part, il faut distinguer le fait de « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange »⁸ au fur et à mesure que l'automatisation progresse, ainsi que le note à juste titre Marx, et une modification, tout à fait

³ Lorsque Marx définit pour la première fois l'exploitation, il prend des exemples microéconomiques pédagogiques et conduit le lecteur avec un raisonnement en temps de travail : dans une journée de 12 heures de travail, 6 pour le salaire, 6 pour le surtravail. Mais, dès qu'on passe à l'échelle globale, le raisonnement ne peut avoir lieu qu'en monnaie. Voir *La richesse, la valeur et l'inestimable*, LLL, 2013, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse-entier.pdf>.

⁴ Contrairement à ce qu'écrivent Christophe Fourel et Cédric Vilani, Préface, p. 13.

⁵ André Gorz, *Misères du présent, Richesse du possible*, Galilée, 1997, p. 148.

⁶ *Ibid*, p. 145.

⁷ *Ibid*, p. 148.

⁸ Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse)*, Éditions sociales, 1980, tome II, p. 193.

imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social. D'ailleurs, lorsqu'il évoque la société future débarrassée du capital, Marx n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur : « Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela. »⁹

La thèse que je soutiens, contre beaucoup de nouvelles interprétations actuelles, est que la dégénérescence de la valeur est constitutive de la loi de la valeur, c'est-à-dire que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur mais non une tendance à une dégénérescence de la loi de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être pour cela absolument distingués. Sinon, puisque la loi de la valeur est l'expression d'un rapport social, la disparition de la première ne pourrait signifier que la disparition du second.

D'une certaine façon, Gorz confirme cela (p. 67-68). Mais il en tire la conclusion de l'obsolescence de la loi de la valeur. Il affirme – et là-dessus nous sommes d'accord avec lui – qu'au fur et à mesure que les coûts unitaires de production et de reproduction s'amenuisent, la valeur tend vers zéro et qu'on s'achemine vers la possibilité de la gratuité, et, simultanément, il ne voit pas qu'il s'agit tout simplement de l'application de la règle de l'amortissement s'intégrant tout à fait à l'intérieur de la loi de la valeur, la seule nouveauté étant que l'amortissement ne s'applique plus uniquement au travail mort contenu dans les équipements, mais également au travail de production et de transmission des connaissances qui peut être réparti dans un nombre quasi infini de produits. L'essentiel n'est-il pas de mettre en cohérence l'irruption de la connaissance comme force productive avec la frénésie d'utilisation de matières premières dans un capitalisme productiviste et extractiviste bien matériel ? La société de services sans matières n'existe pas.

Cette difficulté déjà importante en provoque une autre. À de nombreuses reprises dans son ouvrage, Gorz insiste sur les rentes appropriées par les grands groupes capitalistes pour capter les bénéfices tirés de l'usage des connaissances en tant que force productive dans l'activité productive elle-même, et non pas dans la sphère de la circulation comme le pense Yann Moulier-Boutang¹⁰. Pourquoi les rentes seraient-elles si importantes si la valeur s'évanouissait ? Quel sens aurait une « valeur intrinsèque » qui serait « la source d'une rente de monopole » (p. 61) si, par définition, une rente ne s'auto-engendre pas ? Comment les revenus s'engendrent-ils si « la valeur marchande tend vers zéro » (p. 26) ? Si la valeur s'évanouit, comment « le temps de la vie [peut-il] tombe[r] tout entier sous l'emprise du calcul économique, sous l'emprise de la valeur » (p. 48) ? Finalement, sauf à croire que les rentes sont de la création de valeur, subsiste la contradiction suivante : « La recherche de rentes de monopole devient d'autant plus obsédante que l'accroissement de la productivité du travail fait diminuer le volume de profits que les firmes peuvent tirer de l'exploitation de la main-d'œuvre en continuelle diminution » (p. 82). D'une part, au niveau mondial, la main-d'œuvre salariée augmente de façon absolue ; d'autre part, la productivité du travail ne progresse plus guère.

S'il y a quelque chose de profondément exact dans l'analyse de Gorz, c'est l'idée que la crise du capitalisme est au fond la difficulté de faire produire de la valeur à la force de travail, trop malmenée, et dans un contexte de dégradation et d'épuisement des ressources planétaires. Mais cela n'a rien à voir avec une génération spontanée de valeurs intrinsèques que

⁹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 1457.

¹⁰ Yann Moulier-Boutang, *L'abeille et l'économiste*, Carnets Nord, 2010, p. 221.

capteraient les monopoles capitalistes. Ces derniers captent toujours de la plus-value sociale¹¹. Sans production capitaliste de valeur, la rente ne peut exister.

2) Quel dépassement de la crise ?

La principale mesure développée par Gorz dans son ouvrage pour aller au-delà de la crise est le revenu d'existence. L'auteur prend soin d'en distinguer deux conceptions. « Celle qui y voit le moyen de soustraire la vie à l'imaginaire marchand et à la mise au travail totale, et celle qui, au contraire, y voit une nécessaire rémunération du temps hors travail dont la contribution à la productivité du travail est devenue décisive. » (p. 51). Cependant, Gorz prévient du piège contenu dans cette seconde conception : « si le revenu d'existence rémunère le travail invisible qui est une source de la productivité du travail visible, cette rémunération autorise à *exiger* que le travail invisible rende effectivement le travail visible le plus productif possible. On reste ainsi sur le plan de la valeur-travail et du productivisme » (p. 52). Conclusion : le revenu d'existence n'a de sens que « s'il n'exige ni ne rémunère rien : sa fonction est, au contraire, de restreindre la sphère de la création de valeur au sens économique en rendant possible l'expansion d'activités qui ne créent rien que l'on puisse acheter, vendre, échanger contre autre chose, rien donc qui ait une valeur (au sens économique), mais seulement des richesses non monnayables ayant une valeur intrinsèque » (p. 52-53, voir aussi p. 126 et 128). « Il n'est pas difficile de montrer, poursuit Gorz, que la revendication du revenu d'existence implique une attaque frontale de la loi de la valeur et de la société du travail et de la marchandise. » (p. 123).

On voit de suite la contradiction : on pourrait verser un revenu (forcément monétaire) mais dont on ne voit pas de quoi il pourrait émerger puisque toute activité monétaire (monnayable, dit Gorz) aurait disparu au profit d'activités libres et autonomes : « Le revenu garanti doit rendre possibles toutes ces activités hors marché, hors comptabilité et hors normes qui ne sont et ne produisent rien d'échangeable contre autre chose, rien de mesurable et de traduisible *en son équivalent monétaire* » (p. 128, je souligne surtout le « *son* » : l'équivalent monétaire existe-il ?). Le vrai piège est là : il ne peut y avoir d'activité engendrant un revenu monétaire sans validation sociale de l'activité. Et cette validation sociale ne peut venir que de l'échange marchand ou bien d'une décision politique *a priori*. Or Gorz, au diapason de tous les marxistes traditionnels, des cognitivistes et des théoriciens du courant « critique de la valeur, exclut qu'il puisse exister du travail dans le secteur monétaire non marchand : « Ces catégories – le travail, la valeur, le capital – n'existent que dans la production et l'échange de marchandises » (p. 103)¹².

La contradiction du raisonnement se boucle alors : il n'y a plus de travail, plus de valeur, ne subsiste qu'une valeur intrinsèque, plus de validation sociale, mais un revenu d'existence monétaire qui ne rémunérera rien. La monnaie tombera-t-elle du ciel ?

J'insiste sur le point clé qui est la faille majeure de la plupart des théoriciens du revenu d'existence : toute valeur suppose une validation sociale. Et qui a donné cette clé ? Marx. Et il y a un corollaire à cette clé : si la valeur suppose une validation sociale, alors la notion de valeur intrinsèque n'a pas de sens. Le philosophe John Dewey avait expliqué dans un tout autre domaine (celui de l'éducation) que la notion de valeur intrinsèque d'un objet était une contradiction dans les termes parce que la valeur supposait une intervention extérieure à

¹¹ Jean-Marie Harribey, « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », *Le Monde*, 3 juillet 2001, <https://harribey.u-bordeaux.fr/jmh-bibliographie.pdf>.

¹² Jean-Marie Harribey, « Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du Travail*, 2019, n° 15, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-productif-nrt.pdf> ; *En quête de valeur(s)*, Éditions du Croquant, 2024.

l'objet (ici, la relation de la connaissance au travailleur qui la construit et la porte)¹³. Il s'ensuit que l'idée « d'une économie *créatrice de richesses intrinsèques* » (p. 125, je souligne) est un oxymore.

Peut-être à son corps défendant, Gorz déconstruit lui-même le concept d'intrinsèque : « La valeur d'un service est d'autant moins mesurable qu'il comporte une part plus grande de don et de production de soi, c'est-à-dire que *son caractère incomparablement personnel lui confère une valeur intrinsèque* qui prévaut sur sa valeur d'échange normale ». » (p. 61, je souligne). Si une valeur intrinsèque est « conférée » par celui qui la porte, elle ne peut pas être intrinsèque. Et, de plus, on se demande bien ce qu'est une « valeur d'échange normale ». En d'autres termes, toute valeur est issue d'un travail socialement validée, un « travail social », *a contrario* de « La valeur du service de personne à personne cesse d'être mesurable dans la mesure même où ce service perd son caractère de travail social » (p. 84).

Que reste-t-il alors de la critique gorzienne concernant l'obsolescence des catégories de l'économie politique ? À plusieurs endroits, Gorz explique que « le lien entre "plus" et "mieux", entre "valeur" (au sens économique) et "richesse" » se rompt » (p. 108), et qu'il doit y avoir une « rupture entre création de richesse et création de valeur » (p. 125). Or, cette idée nous vient exclusivement de l'économie politique et de la critique de celle-ci par Marx. On la trouve déjà très explicitement chez Ricardo¹⁴ dans sa polémique avec Say. La rupture entre richesse et valeur est inhérente à la division du travail, à l'existence d'activités non monétaires, à l'existence de valeurs d'usage fournies par la nature, etc. S'il est vrai que la richesse monétaire n'équivaut pas à toute la richesse (p. 28), on ne doit pas cette idée aux dénommés reconstruteurs d'indicateurs cités par Gorz¹⁵.

Alors que « le divorce entre valeur et richesse [...] apparaît lié au divorce entre "connaissances" et "savoirs vécus" » (p. 138), Gorz considère que l'activité des hackers préfigure ce que pourrait être la mise en commun des connaissances : « L'activité du hacker repose sur une éthique de la coopération volontaire dans laquelle chacun se mesure aux autres par la qualité et la valeur d'usage de son apport au "pot commun", et se coordonne librement avec eux. Rien n'est produit en vue de l'échange marchand. La valeur d'échange n'entre jamais en ligne de compte, seule compte la valeur d'usage qui, par essence, n'est pas mesurable. » (p. 116). La validation que Gorz envisage ainsi est-elle d'individu à individu, auquel cas elle ne serait pas sociale, sans possibilité de régulation collective ? Gorz cite Stefan Meretz pour qui « une chose devient claire lorsqu'on considère les logiciels libres : l'antagonisme n'oppose pas le capital et le travail mais l'épanouissement de soi et (l'auto)valorisation de soi » (p. 117). N'est-on pas là en plein mirage de l'individualisme méthodologique où le rapport à soi dépend de soi ? Toujours est-il que l'on comprend dans ce cas l'engagement de Gorz en faveur d'un « anarcho-communisme » (p. 120)

¹³ John Dewey, *La formation des valeurs (Théorie de la valuation)*, 1981, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2011 p. 108-110 : « Il y a une ambiguïté dans l'usage des adjectifs "inhérent", "intrinsèque" et "immédiat", qui alimente une conclusion erronée. [...] L'erreur consiste à penser que ce qu'on qualifie ainsi est extérieur à toute relation et peut être, par conséquent, tenu pour absolu. [...] L'idée que ne pourrait être qualifié d'inhérent que ce qui est dénué de toute relation avec tout le reste n'est pas seulement absurde : elle est contredite par la théorie même qui relie la valeur des objets pris comme fins au désir et à l'intérêt. Cette théorie conçoit en effet expressément la valeur de l'objet-fin comme relationnelle, de sorte que, si ce qui est inhérent c'est ce qui est non relationnel, il n'existe, si l'on suit ce raisonnement, strictement aucune valeur intrinsèque. [...] À strictement parler, l'expression "valeur intrinsèque" comporte une contradiction dans les termes. »

¹⁴ David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, 1992, p. 289.

¹⁵ J'ai participé un temps aux réflexions au sein du groupe FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) animé par Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, Dominique Méda et Patrick Viveret, voir : « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt (proverbe chinois), Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », 2008, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/lune.pdf> ; voir aussi « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du Mauss*, « La gratuité, Éloge de l'ineffable », n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.

Par ailleurs, s'il est vrai que la valeur d'usage n'est pas mesurable, c'est encore une leçon qui nous vient de l'économie politique, avant qu'elle ne se fourvoie avec Jean-Baptiste Say.

3. Science ou approche sensible du monde ?

Le dernier chapitre du livre de Gorz ouvre une discussion sur les relations entre connaissances et savoirs vécus : « Pour une société de la connaissance cherchant à s'émanciper de la domination abstraite des rapports d'argent, de valeur, la question de la relation entre savoirs vivants et connaissances formalisées, entre savoirs intuitifs, vécus et connaissances désobjectivées sera d'une importance centrale. » (p. 133). Cette problématique est peut-être la plus originale de cet ouvrage en établissant une distinction entre intelligence et connaissance. « Connaître est toujours, par définition, connaître un objet – matériel ou non, réel ou non – comme objet existant en soi, hors de moi, distinct de moi et doué d'une autosuffisance (de *Selbständigkeit*, dans le vocabulaire phénoménologique). Le connu n'est réputé connu que s'il est posé comme un objet dont l'existence ne me doit rien. Elle ne dépend pas de moi. Je n'ai pas à en répondre. [...] La science ne connaît de la nature que ce qu'elle est capable d'en saisir en vertu des principes et des lois selon lesquels elle l'aborde. Elle force la nature, disait Kant, à répondre aux questions que la Raison lui pose et ne peut apprendre d'elle que ce que ses principes la préparent à chercher. » (p. 134-135).

Acceptons ce diagnostic. Mais pourrait-il être posé hors d'une attitude scientifique justement ? La critique écologiste de Gorz serait-elle possible sans les rapports du GIEC et d'autres instituts de recherche ? En quoi un objet saisi par la science, dont l'existence ne dépend pas d'elle, serait-il disqualifié à être sujet de recherche ? En allant plus loin, pourquoi considérer science et savoirs sensibles ou expérimentés comme fondamentalement en opposition ? Que les rapports sociaux capitalistes instrumentalisent fréquemment la science suffit-il à la délégitimer ?

C'est le grand paradoxe de ce livre de Gorz. Les intuitions de l'auteur se retournent le plus souvent contre lui. D'un côté, il prône une articulation entre savoirs intuitifs et connaissances scientifiques : « La qualité d'une culture et d'une civilisation dépend de l'équilibre qu'elles réussissent à créer entre les savoirs intuitifs du monde vécu et le développement des connaissances. Elle dépend de la capacité qu'aura le développement des connaissances à augmenter la qualité du monde vécu, la "qualité de la vie". » (p. 137). De l'autre, il s'interroge : « Les connaissances, qui permettent de penser ce qui peut être intuitivement compris, complètent, corrigent et prolongent-elles les savoirs vécus, en élargissent-elles la portée et l'horizon, cherchent-elles à être accessibles et assimilables par tous ? Leur développement – celui des sciences – se laisse-t-il guider et orienter par les besoins, les désirs, les aspirations issus du monde vécu ? S'articule-t-il avec les savoirs dans un souci de synergie ou les disqualifie-t-il en revendiquant pour la science le monopole de la connaissance vraie ? » (p. 137). Ici, Gorz feint d'ignorer que la science est faite de ruptures avec les préjugés, les croyances et souvent les intérêts particuliers. Il n'y a pas de synergie possible entre la conception géocentrique et la conception héliocentrique du monde. Christophe Fourel et Cédric Vilani ont beau dire dans leur préface que la violence de la charge de Gorz contre la science « ne doit pas faire croire que Gorz est opposé à la science et à la connaissance du monde, c'est bien son dévoiement qu'il dénonce » (p. 17), la nuance n'apparaît pas au premier abord sous la plume de Gorz.

Mais dans la mesure où il dénonce, derrière l'amoncellement des techniques, dont l'intelligence artificielle est la figure de proue, la « vie artificielle » qui menacerait la vie tout court si on allait vers une « civilisation post-humaine » (p. 153 et suiv.), l'essentiel est dit.